

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative Bâtiment A
Cité administrative Bâtiment A
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 13/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CEVA SANTE ANIMALE

10 AVENUE DE LA BALLASTIERE
33500 Libourne

Références : FF/UbD24-47/162/2025
Code AIOT : 0100003706

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2024 dans l'établissement CEVA SANTE ANIMALE implanté Rue Paul VERLAINE Lieu-dit BIGOTAS EST 24700 Montpon-Ménestérol. L'inspection a été annoncée le 10/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEVA SANTE ANIMALE
- Rue Paul VERLAINE Lieu-dit BIGOTAS EST 24700 Montpon-Ménestérol
- Code AIOT : 0100003706
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CEVA exploite sur la commune de Montpon-Ménestérol un entrepôt de produits de santé animale soumis à Enregistrement pour la rubrique 1510 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.6.4.	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
18	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
21	Ventilation et recharge de batteries	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 17.	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
22	Consignes	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 21.	Demande d'action corrective	30 jours
25	Dispositions spécifiques applicables aux cellules de liquides et s...	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 28.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.1.	Sans objet
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.	Sans objet
3	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.6.3.	Sans objet
5	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.7.3.	Sans objet
6	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 2.	Sans objet
7	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.5.	Sans objet
8	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 4.	Sans objet
9	Dispositions	Arrêté Ministériel du 11/04/2017,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	constructives	article II > 4.	
10	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 5.	Sans objet
11	Compartmentage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 6.	Sans objet
12	Dimensions des cellules	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 7.	Sans objet
13	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 8.	Sans objet
14	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 9.	Sans objet
15	Stockage de matières susceptibles...	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 10.	Sans objet
16	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 11.	Sans objet
17	Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 12.	Sans objet
19	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.	Sans objet
20	Installations électriques et équipements...	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15.	Sans objet
23	système d'extinction automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 22.	Sans objet
24	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.	Sans objet
26	Dispositions spécifiques applicables aux cellules de liquides et s...	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 28.2.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La majorité des prescriptions de l'arrêté ministériel du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 sont respectés. L'exploitant devra fournir des justificatifs afin de levée certaines non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.1.
Thème(s) : Situation administrative, Conformité de l'installation
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints au dossier de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation.
Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté une modification de l'installation au regard des plans du dossier d'enregistrement. La voie faisant le tour de l'entrepôt est, sur la face sud, plus éloignée du mur qu'initialement prévu d'environ 50 mètres. La paroi Sud de l'entrepôt répond par ailleurs à un degré de résistance au feu REI 240 pour un degré REI 120 prévu initialement. L'exploitant a expliqué que cette modification était liée à une évolution future de l'installation (projet de rajout d'une cellule frigorifique) pour laquelle le dossier est à venir. L'exploitant a fourni au service de l'inspection les plans à jour, datant du 25 janvier 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions applicables aux installations à enregistrement et aut...
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. [...]

<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection il a été présenté le Warehouse Management System (WMS) dont est équipé le site CEVA. Le WMS est un outil informatique permettant la gestion de l'ensemble des opérations de l'entrepôt de stockage.</p> <p>Il permet la mise à jour au fil de l'eau de l'état des stocks (quantités et emplacements), via un système de scanne des identifiants produits.</p> <p>De plus un inventaire tournant est organisé par zone, afin de vérifier et confirmer les données du WMS.</p> <p>Enfin un inventaire complet a été effectué en avril 2024.</p> <p>L'outil permet d'éditer un tableau complet indiquant les quantités par produit, leur localisation et leur classement ICPE. Les informations disponibles dans ce tableau seront affinées afin d'en améliorer la lisibilité.</p> <p>A noter enfin que ce tableau, disponible sur les serveurs de CEVA, est accessible depuis l'extérieur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Lorsqu'il aura fait évoluer le rendu du tableau de suivi à destination des services de secours, l'exploitant en transmettra un exemplaire au service de l'inspection afin de confirmer l'exploitabilité des données.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Dispositions générales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.6.3.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents rejetés sont exempts :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de matières flottantes ; • de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ; • de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières décomposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.
<p>Constats :</p> <p>Le site ne produisant pas d'eaux de process, les rejets sont constitués par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les eaux usées domestiques, qui sont évacuées par le réseau d'assainissement publique; • Les eaux de pluies, qui sont redirigées vers un séparateur hydrocarbure avant d'être stocké dans un bassin permettant un lissage du débit de rejet au milieu naturel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.6.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.</p> <p>Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH compris entre 5,5 et 8,5 ; - la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ; - l'effluent ne dégage aucune odeur ; - teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ; - teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ; - teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ; - teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l. <p>Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces (toitures, aires de parking, etc.) de l'entrepôt, en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5.</p> <p>En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal et les valeurs limites de rejet sont fixés par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté les plans des installations. Les installations ont également été visitées lors de la visite.</p> <p>Les eaux pluviales provenant des toitures n'étant pas souillées, sont redirigées directement vers le bassin afin de lisser le débit de sortie.</p>

<p>Les eaux pluviales de voiries sont canalisées vers le même bassin, mais passent préalablement par le séparateur hydrocarbures.</p> <p>A noter que l'exploitant ne disposait pas de mesure en sortie du séparateur hydrocarbures.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection les analyses permettant de confirmer le respect des prescriptions ci-dessus.</p> <p>Dans le cas où ces analyses n'auraient pas encore été faites, il confirmera que ses installations permettent de respecter les valeurs prescrites pour les paramètres physico-chimiques du présent article. Il fera réaliser sous 60 jours des analyses et transmettra les résultats à l'inspection.</p> <p>A noter qu'afin de confirmer le bon fonctionnement de ces équipements, l'exploitant fera réaliser des analyses sur les paramètres physico-chimiques ci-dessus lors des vérifications annuelles.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 5 : Dispositions générales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.7.3.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont stockés définitivement dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. [...]</p> <p>Tout brûlage à l'air libre est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déchets non valorisables sont traités via un prestataire externe (SIAP Bassens).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fournira à l'inspection, pour exemple, un bordereau d'élimination de déchets de rebus ou de casse.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Règles d'implantation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 2.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Règles d'implantation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Pour les installations soumises à enregistrement ou à autorisation, les parois extérieures de</p>

l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées :

- des limites de site, d'une distance correspondant aux effets thermiques de 8 kW/m² ;
- des constructions à usage d'habitation [...] et des voies de circulation [...] d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) ;
- des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) [...], des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation [...], d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m²),

[...] Les parois extérieures de l'entrepôt ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert, sont implantées à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.

III. Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt.

La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres.

Cette distance peut être réduite à 1 mètre :

- si ces parois, ou un mur interposé entre les parois et les stockages extérieurs, sont REI 120, et si leur hauteur excède de 2 mètres les stockages extérieurs ;
- ou si les stockages extérieurs sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie.

Cette disposition n'est pas applicable aux zones de préparation et réception de commandes ainsi qu'aux réservoirs fixes relevant de l'arrêté du 3 octobre 2010, disposant de protections incendies à déclenchement automatique dimensionnés conformément aux dispositions des articles 43.3.3 ou 43.3.4 de l'arrêté du 3 octobre 2010. Cette disposition n'est également pas applicable si l'exploitant justifie que les effets thermiques de 8 kW/m² en cas d'incendie du stockage extérieur ne sont pas susceptibles d'impacter l'entrepôt.

Pour les installations existantes et les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est antérieur au 1er janvier 2021, cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2025. Pour ces installations, cette distance peut également être réduite à 1 mètre, si le stockage extérieur est équipé d'une détection automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale, susceptible d'être présente dans le stockage extérieur considéré, est inférieure à 10 m³ de matières ou produits combustibles et à 1 m³ de

matières, produits ou déchets inflammables.
A l'exception du logement éventuel pour le gardien de l'entrepôt, l'affectation même partielle à l'habitation est exclue dans les bâtiments visés par le présent arrêté.
Constats :
Conformité constaté sur plan et lors de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Documents à disposition des services d'incendie et de secours
Prescription contrôlée :
<p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :</p> <ul style="list-style-type: none"> des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ; <p>Ces documents sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de cette annexe.</p>
Constats :
Conforme. Les plans sont disponibles au niveau de la guérite d'entrée du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 4.
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives Stockage
Prescription contrôlée :
<p>L'ensemble de la structure est a minima R 15, sauf, pour les zones de stockages automatisés, si l'exploitant produit, sous sa responsabilité, l'ensemble des études et documents cités aux alinéas 5 à 7 du point 7 de l'annexe II, afin de démontrer que les objectifs cités à l'alinéa précédent sont remplis. Cette possibilité n'est pas applicable si la cellule concernée stocke des liquides inflammables, des générateurs d'aérosols ou des produits relevant des rubriques 4000, en des quantités supérieures aux seuils de classement dans la nomenclature des installations classées. [...]</p> <p>Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3).</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.</p>
Constats :

L'exploitant a fourni les éléments attestant de la conformité de la structures, des murs et des éléments de couvertures.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 4.
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives hors Stockage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond au moins REI 120 ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication présentent un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes).</p> <p>[...]</p> <p>Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent point, notamment les attestations de conformité, sont conservés et intégrés au dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p> <p>En ce qui concerne les cellules et chambres frigorifiques, les conditions d'application de ce point sont précisées au point 27.1 de la présente annexe.</p>
<p>Constats :</p> <p>La maintenance est effectuée dans le local de charge dont les murs sont REI120.</p> <p>Les bureaux et locaux sociaux sont séparés de l'entrepôt par des portes et murs REI120.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 5.
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre, sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R. 4216-13 et suivants du code du travail. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés.</p> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.</p> <p>Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p>

Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.

La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.

Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

En cas d'entrepôt à plusieurs niveaux, les niveaux autres que celui sous toiture sont désenfumés par des ouvrants en façade asservis à la détection conformément à la réglementation applicable aux établissements recevant du public.

Les dispositions de ce point ne s'appliquent pas pour un stockage couvert ouvert.

Constats :

L'exploitant a fourni suite à l'inspection un plan confirmant la superficie des cantons et la répartition des exutoires de désenfumage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Compartimentage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 6.

Thème(s) : Risques accidentels, Compartimentage

Prescription contrôlée :

L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie.

Le volume de matières maximum susceptible d'être stockées ne dépasse pas 600 000 m³, sauf disposition contraire expresse dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, pris le cas échéant en application de l'article 5 du présent arrêté.

<p>Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La plus grande cellule a une capacité d'environ 50 000m³. Les murs entre cellules sont REI120 et les ouvertures équipées de systèmes de fermeture EI120.</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence de bande de protection (pax-alu) sur 5m de part et d'autre des murs séparatif, et sur l'ensemble de la cellule 2b (Liquides inflammables). Il a également été constaté la présence de dépassement de 1m en toiture des murs coupe-feu.</p> <p>A noter que le mur EST de l'entrepôt est REI15, il a été constaté qu'un dépassement en extérieur des mur coupe feu de 1m avait été pratiqué. Un retour sur environ 5m, coupe-feu 2h, au niveau de la rencontre avec le mur coupe-feu a également été observé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Dimensions des cellules

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 7.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dimensions des cellules</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La surface maximale des cellules est égale à 3 000 mètres carrés en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie ou 12 000 mètres carrés en présence de système d'extinction automatique d'incendie. La hauteur maximale des cellules est limitée à 23 mètres.</p> <p>[...]</p> <p>Les dispositions du présent 7 s'appliquent sans préjudice de l'application éventuelle des articles 3 à 5 de l'arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les cellules font respectivement 598 (liquides inflammable), 5457 et 6581m² pour une hauteur maximale de 11,5m. Elles sont toutes équipées d'un système d'extinction automatique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 8.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Matières dangereuses et chimiquement incompatibles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la</p>

<p>même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p> <p>[...]</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a confirmé qu'il n'y avait pas de matières chimiquement incompatibles sur son site.</p> <p>Les matières dangereuses (inflammables et dangereux pour l'environnement) sont stockées en cellule 2b, équipées d'un système d'extinction adapté aux risques. Des kits permettant d'intervenir rapidement en cas de déversement accidentel ont été observés le jour de l'inspection. L'ensemble de l'entrepôt est en rez-de-chaussée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Conditions de stockage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 9.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>[...]</p> <p>Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Absence de stockage en masse.</p> <p>Présence d'un système d'extinction automatique. La hauteur de stockage est compatible avec ce système (10.70m et 7.6m pour la 2b).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Stockage de matières susceptibles...

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 10.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de matières susceptibles de créer une pollution du sol ou...</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou</p>

<p>susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>[...]</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été constaté que les sols des cellules étaient construits en pente de manière à ce que les liquides puissent être évacués vers des bondes. Celles-ci sont, au dire de l'exploitant, équipées d'arrête-flammes. Elles permettent une redirection des liquides vers un collecteur d'eau situé sous le bâtiment.</p> <p>A noter que les contenants les plus grands ont un volume de 5 litres. Ils sont stockés dans des cartons qui sont eux mêmes filmés sur des palettes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Eaux d'extinction incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 11.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux d'extinction incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>[...]</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme.</p> <p>Le jour de l'inspection il a été présenté le bassin de rétention extérieur, la vanne d'isolement des eaux (qui se ferme automatiquement en cas de déclenchement du système de sprinklage), les commandes manuelle et électrique de cette vanne (redondances de la commande automatique). A noter qu'un test est prévu chaque mois et une inspection chaque année.</p> <p>L'annexe 5, page 211 du dossier de demande d'enregistrement de mai 2022, contient une note de calcul issue du dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction selon le guide D9A. Le</p>

<p>volume total de liquide à mettre en rétention est estimé à 1895 m³.</p> <p>Le plan de masse du 25 janvier 2024, fournit par l'exploitant lors de la visite, mentionne un "bassin étanche de régulation EP et eaux d'incendie" d'un volume de 2526m³.</p> <p>Lors de cette visite, l'exploitant a fournit un plan des réseaux "EP, EU, Liquide inflammable, drillheat" qui mentionne un volume de remplissage de 5334.633 m³ pour ce qui est appelé plan d'eau (mais désigne le bassin).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant confirmera le volume du bassin de rétention des eaux incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 17 : Détection automatique d'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 12.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique d'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.</p> <p>[...]</p> <p>Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est équipé d'un système de détection avec transmission au poste de garde, ainsi que d'un report de l'alarme et de la vidéosurveillance vers les autres sites du groupe CEVA via un "Gestion Technique du Bâtiment" (GTB).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 18 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

<p>a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</p> <p>b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. [...]</p> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs [...] ; - de robinets d'incendie armés[...] ; - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe. <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 [...] (édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni des plans de localisations des extincteurs et RIA. Lors de l'inspection, il a pu être vérifier la présence de plusieurs RIA et extincteurs.</p> <p>Le site dispose d'une réserve de 620m³ d'eau pour le système d'extinction automatique.</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence de 5 poteaux incendies. L'exploitant a fourni un procès-verbal de la société DUBREUILH attestant de conformité des poteaux. A noter que ce document valide un débit supérieur à 60m³/h, cependant il ne confirme pas :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le fait que ce débit puisse être maintenu pendant une durée de 2h; 2. Le fait que ce débit reste de 60m³/h en cas d'utilisation simultanée des poteaux.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant confirmera la disponibilité en eau de 60m³/h pendant 2h pour chaque poteaux. Il confirmera également l'impact d'une utilisation simultanée de plusieurs poteaux sur ce débit.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 19 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.</p> <p>L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiés combustibles et à leurs conditions de stockage.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p>
Constats : <p>L'exploitant a confirmé la visite des services de secours (pompiers) et la réalisation prochaine d'exercice conjointement avec ces services.</p> <p>Le point est considéré comme conforme, en considérant les demandes du constat précédent.</p>

N° 20 : Installations électriques et équipements...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15.

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques et équipements métalliques

Prescription contrôlée :

Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.

A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.

A l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur de degré au moins REI 120 et des portes de degré au moins EI2 120 C, munies d'un ferme-porte. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2.

L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.

Pour tout entrepôt soumis à enregistrement ou autorisation, l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque est conforme aux dispositions de la section V de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. Cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. Cette disposition est applicable aux installations existantes et aux autres installations nouvelles pour lesquelles la réglementation antérieure l'exigeait.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a confirmé qu'un rapport initial de conformité des installations électriques avait été effectué. Ce rapport devra être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Concernant la cellule 2b, dans laquelle sont notamment entreposés les liquides inflammables, les racks sont mis à la terre.

Concernant le transformateur, le local est une servitude de ENEDIS, le local dispose d'un mur séparatif avec l'entrepôt REI 120.

Lors de la visite il a été constaté la présence des conducteurs foudres en toiture et des compteurs de foudre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Ventilation et recharge de batteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 17.
--

Thème(s) : Risques accidentels, Ventilation et recharge de batteries
--

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible.

Dans le cas d'une ventilation mécanique, le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux.

Les conduits de ventilation sont munis de clapets au niveau de la séparation entre les cellules, restituant le degré REI de la paroi traversée.

La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.

S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes).

Constats :

Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence de ventilations adaptées, notamment pour le local de charge des chariots électriques (risque ATEX). Ce local dispose de mur REI120 et d'une porte de type porte de quai.

L'exploitant confirmera que la porte du local de charge est au moins EI2 120 C.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant confirmera que la porte du local de charge est au moins EI2 120 C.

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
--

Proposition de délais : 30 jours

N° 22 : Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 21.
--

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes

Prescription contrôlée :

<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été présenté le plan de défense incendie ainsi que des fiches reflexes faisant office de consignes.</p> <p>A noter que, du fait de l'ouverture récente de l'installation (mars 2024), la signalisation n'est pas complète.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant mettra en conformité son installation en affichant les signalisations et consignes conformément au présent article.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 23 : système d'extinction automatique d'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 22.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'...</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus au plan de défense incendie défini au point 23.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les vérifications périodiques seront effectuées annuellement pour les extincteurs et RIA.</p> <p>Concernant le système d'extinction automatique, l'exploitant prévoit une visite semestrielle. Des tests hebdomadaire (en contrats avec l'installateur) sont également prévus. La certificat de conformité au référentiel APSAD N1 (concernant le système d'extinction automatique) est en cours d'élaboration.</p> <p>A noter qu'en cas de défaillance du système d'extinction automatique, il est prévu :</p>

- une communication avec les services de secours (SDIS);
- la limitation des permis de feu;
- la mise en place de ronde supplémentaire.

Il est prévu la mise en place du formulaire APSAD N100 pour le suivi des indisponibilités. Ce document est à destination de l'assureur et du Centre National de Prévention et de Protection (CNPP) et permet un suivi des défaillances et des mesures mises en place.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 24 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie

Prescription contrôlée :

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;

- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;

- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;

- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;

- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;

- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;

<ul style="list-style-type: none"> - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ; - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ; - la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; - la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; - les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; - les mesures particulières prévues au point 22.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le plan de défense incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 25 : Dispositions spécifiques applicables aux cellules de liquides et s...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 28.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions spécifiques applicables aux cellules de liquides et s...
Prescription contrôlée : Un système d'extinction automatique d'incendie adapté au produit stocké, ou un dispositif dont l'exploitant démontre l'efficacité pour éviter la persistance d'une nappe enflammée, est mis en place dans chaque cellule de liquides et solides liquéfiables combustibles. Cette disposition s'applique sans préjudice de la première phrase du point 7 de la présente annexe. [...]
Constats : Comme stipulé précédemment, les certification N1 sont en cours.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Une fois les certifications obtenues, l'exploitant fournira à l'inspection des installations classées les documents permettant de confirmer la conformité du système d'extinction de la cellule 2b.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 26 : Dispositions spécifiques applicables aux cellules de liquides et s...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 28.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Collecte et rétention des écoulements

Prescription contrôlée :

Chaque cellule de liquides et solides liquéfiables combustibles est divisée en zones de collecte d'une surface unitaire inférieure ou égale à 1 000 m² et compatible avec le dimensionnement du système d'extinction automatique d'incendie ou dispositif équivalent prévu au point 28.1 de la présente annexe.

A chacune des zones de collecte est associé un dispositif de rétention dont la capacité utile est au moins égale à 100 % de la capacité des récipients mobiles associés, à laquelle est ajouté le volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie de la zone de collecte et le volume lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface exposée aux intempéries de la rétention et du drainage menant à la rétention. Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées.

Constats :

La cellule 2b a une superficie de 598m². Les capacités de rétention sont constituées par les tuyauteries de diamètres 500mm se trouvant sous la cellule 2b, les canalisations entre les avaloirs de la cellule et les capacités de rétentions sont munies d'arrête-flammes.

D'après les informations présentes sur les plans, ces canalisations ont une longueur de 117m ce qui fait une capacité de 92 m³ environ ($117 \times \pi \times 0.5^2$). Cette capacité de rétention est reliée à la capacité extérieure d'un volume suffisant d'après le document D9.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant confirmera le volume exact de la rétention dédiée à la cellule 2b.

Type de suites proposées : Sans suite